

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 11 mai 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Prélèvement dans la nappe des calcaires tertiaires libres de Beauce
Société SEALED AIR
N° ICPE 100.00220
Commune d'Epernon**

1. INTRODUCTION

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) n° 2000.60.CE du 23 octobre 2000 définit un cadre de référence pour la gestion et la protection des eaux et fixe aux États membres de l'Union Européenne l'objectif d'atteindre le bon état des milieux aquatiques.

Les dispositions de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), définis à l'échelle des grands bassins hydrographiques (ou bassins versants), et de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), définis à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, constituent des outils de mise en œuvre de la DCE.

Le règlement du SAGE de la nappe de Beauce et de ses milieux aquatiques, approuvé et modifié par arrêtés inter-préfectoraux le 11 juin 2013, définit des règles précises permettant la réalisation des objectifs exprimés dans le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) rappelés ci-dessous :

- 1 objectif de résultat : Atteindre le bon état des eaux et des milieux ;
- 5 objectifs spécifiques :
 - Objectif spécifique n°1 : Gérer quantitativement la ressource ;
 - Objectif spécifique n°2 : Assurer durablement la qualité de la ressource ;
 - Objectif spécifique n°3 : Protéger le milieu naturel ;
 - Objectif spécifique n°4 : Prévenir et gérer les risques de ruissellement et d'inondation ;
 - Objectif spécifique n°5 : Partager et appliquer le SAGE.

Au regard de l'article 2 du règlement du SAGE sus-visé, le volume annuel maximum prélevable dans la nappe de la Beauce (masse d'eau n°4092) et ses milieux aquatiques pour les usages économiques (hors irrigation) est de 40 millions de m³ dont 11 millions de m³ pour les prélèvements effectués à partir de la nappe captive des calcaires de Beauce sous la forêt d'Orléans (masse d'eau n°4135).

Les autorisations délivrées avant l'approbation du SAGE au titre des articles L. 214-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement, qui ne sont pas déjà dotées d'un volume maximum prélevable, doivent être modifiées pour l'y intégrer. Pour les autorisations délivrées au titre de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, cette révision ne concerne que les installations dont le prélèvement est soumis à redevance des agences de l'eau (prélèvement supérieur à 7 000 m³/an). Les projets d'arrêtés préfectoraux doivent être présentés au CODERST en ce sens.

2. IDENTIFICATION DES ETABLISSEMENTS CONCERNES PAR LA NECESSITE D'UNE PRESCRIPTION DE VOLUME ANNUEL MAXIMAL PRELEVABLE

L'établissement d'Epernon exploité par la société SEALED AIR est répertorié parmi les installations classées concernées par l'article 2 du règlement du SAGE de la nappe de Beauce qui nécessitent une prescription précisant un volume annuel maximal prélevable. Le volume annuel maximal prélevable à prescrire pour cet établissement (colonne n° 6) a été choisi de manière à ce que les volumes et débits soient suffisants pour la production de cette installation classée, et ne conduisent pas au dépassement des volumes annuels maximum prélevables pour les usages économiques (hors irrigation) définis par le SAGE sus-visé. Le volume prescrit dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC) a donc été choisi au regard des volumes prélevés retenus par le SAGE de la nappe de Beauce, en tenant compte du plus grand volume prélevé entre 2000 et 2006 pour l'établissement (colonne n° 2), ainsi que les volumes prélevés par l'établissement en 2011, 2012 et 2013 (colonnes n°3, 4 et 5) – cf annexe 1.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

En plus des volumes annuels maximaux et des débits horaires et journaliers prélevables dans des masses d'eau appartenant à la nappe de Beauce et ses milieux aquatiques, des prescriptions supplémentaires relatives à cette thématique sont également ajoutées au projet d'arrêté joint. Ces prescriptions portent sur les éléments suivants :

- les prélèvements d'eau en cas de sécheresse,
- la protection du réseau d'alimentation en eau potable,
- la conception et l'exploitation des installations de prélèvement dans les eaux souterraines.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis préalablement au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques auquel nous proposons d'émettre un avis favorable.

ANNEXE 1

Tableau : Établissement classé et ses volumes et débits de prélèvement associés

Dpt	Commune	Établissement (n°S3IC)	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélève- ment retenu par le SAGE (m ³ /an)	Prélève- ment déclaré en 2011 dans GEREP (m ³ /an)	Prélève- ment déclaré en 2012 dans GEREP (m ³ /an)	Prélèvement déclaré en 2013 dans GEREP (m ³ /an)	Prélève- ment maximal annuel à prescrire (m ³ /an)	Débit maximal horaire (m ³ /h)	Débit maximal journalier (m ³ /j)
28	Epernon	SEALED AIR SAS (100.00220)	Eau souterraine	Calcaires tertiaires libres de Beauce	G092 (4092)	72000	72000	72000	90000	90 000	-	-